

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 3262

[2011/206094]

24 NOVEMBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la certification des bâtiments publics

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, les articles 237/27, alinéa 2, 237/29, 237/30, alinéa 2, 237/31, alinéa 3, et 237/35, alinéa 1^{er};

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 juin 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 juillet 2011;

Vu l'avis 15/2011 du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 3 septembre 2011;

Vu l'avis 50438/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 novembre 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2002/91/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 sur la performance énergétique des bâtiments, conformément à son article 15, § 1^{er}, alinéa 2.

Art. 2. Dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, sous le Titre IV intitulé « Des mesures d'exécution du Livre IV » du Livre V intitulé « Des mesures d'exécution », les dispositions suivantes sont insérées à la suite de l'article 639 :

« CHAPITRE IX. — De la certification des bâtiments publics en vue de l'affichage

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 640. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux bâtiments visés à l'article 237/28, § 2.

Le Ministre établit les catégories de bâtiments visés.

Section 2. — Du certificat PEB de bâtiment public

Art. 641. Le certificat PEB de bâtiment public est établi par un certificateur PEB agréé de bâtiment public.

Il est le résultat, exclusivement, de l'application du logiciel et du protocole.

Il est exclusivement destiné à l'affichage imposé par l'article 237/28, § 2.

Art. 642. Le certificateur PEB agréé de bâtiment public est désigné par le propriétaire du bâtiment.

Lorsque le propriétaire n'est pas le pouvoir public, le service public ou l'équipement communautaire visé à l'article 237/28, § 2, le propriétaire ne peut désigner le certificateur PEB agréé de bâtiment public qu'après concertation avec le pouvoir public, le service public ou l'équipement communautaire visé à l'article 237/28, § 2.

Art. 643. § 1^{er}. Le certificat PEB de bâtiment public a une durée de validité de cinq ans.

Il est établi au plus tard quinze mois après le début de l'occupation par le pouvoir public, le service public ou l'équipement communautaire visé à l'article 237/28, § 2.

Les indicateurs de consommations sont actualisés annuellement, selon les modalités pratiques fixées par le Ministre.

§ 2. Le certificat PEB de bâtiment public est affiché par le pouvoir public, le service public ou l'équipement communautaire visé à l'article 237/28, § 2 selon les modalités fixées par le Ministre.

Art. 644. § 1^{er}. Le certificat PEB de bâtiment public contient, outre les éléments visés à l'article 237/27, au minimum les éléments suivants :

1^o l'adresse du bâtiment;

2^o s'il existe, la date d'octroi du permis de bâtir, d'urbanisme ou unique autorisant sa construction et son numéro de référence;

3^o une photo extérieure du bâtiment concerné;

4^o la version du logiciel de calcul et du protocole de collecte des données utilisés;

5^o la référence du certificat;

6^o le prix du certificat s'il n'a pas été réalisé par un certificateur interne;

7^o la date d'émission du certificat;

8^o l'identification et le numéro d'agrément du certificateur PEB agréé de bâtiment public, ainsi que sa signature;

9^o un ou plusieurs indicateurs de consommation.

§ 2. Le Ministre peut compléter le contenu du certificat PEB de bâtiment public en vue d'y intégrer les indicateurs de performance énergétique du bâtiment et les recommandations issus du logiciel.

Il établit le modèle de certificat PEB de bâtiment public et peut distinguer des sous-catégories de bâtiments publics, en considération de leurs spécificités énergétiques.

Art. 645. L'administration organise et gère une base de données qui contient tous les certificats PEB de bâtiment public.

Les données techniques ayant servi à l'élaboration d'un certificat PEB de bâtiment public, à l'exception des informations à caractère personnel, peuvent être réutilisées par un autre certificateur PEB agréé de bâtiment public pour établir un nouveau certificat PEB de bâtiment public.

Art. 646. L'administration est habilitée à contrôler les certificats PEB de bâtiment public.

Pour ce faire, elle peut exiger du certificateur PEB agréé de bâtiment public qu'il lui remette tous les documents de preuve qu'il a conservés.

Le contrôle est effectué, soit sur la base de ces documents, soit sur la base des données constatées par l'administration elle-même dans le bâtiment et sur les installations, soit sur la base des informations enregistrées dans la base de données conformément aux articles 661 et 662.

Section 3. — Des certificateurs PEB agréés de bâtiment public

Sous-section 1^{re}. — De l'agrément des certificateurs PEB de bâtiment public

Art. 647. § 1^{er}. Peut demander à être agréée en qualité de certificateur PEB externe de bâtiment public, toute personne physique répondant aux conditions suivantes :

1^o être titulaire d'un agrément valable :

a) soit en tant qu'auditeur agréé conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE), ou conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA). Les auditeurs AMURE ou UREBA doivent être agréés au minimum pour les matières relatives aux bâtiments et aux systèmes;

b) soit en qualité d'auteur d'étude de faisabilité technique, environnementale et économique;

c) soit en tant que responsable PEB;

d) soit en qualité de certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant;

e) soit en qualité de certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant;

2^o avoir suivi la formation spécifique et réussi l'examen visés à l'article 652.

§ 2. Peut également demander à être agréée en qualité de certificateur PEB externe de bâtiment public, toute personne morale comptant parmi son personnel ou ses collaborateurs au moins un certificateur PEB agréé de bâtiment public externe lié avec elle par une convention.

§ 3. Peuvent demander à être agréés en qualité de certificateur PEB interne de bâtiment public, lorsqu'ils travaillent au sein d'un pouvoir public et à condition d'avoir suivi la formation spécifique et réussi l'examen visés à l'article 652 :

1^o les responsables en énergie certifiés dans le cadre des cycles de formation organisés par la Région wallonne;

2^o les personnes qui justifient d'une expérience d'au moins 2 ans quant au suivi énergétique des bâtiments.

Les certificateurs PEB internes de bâtiment public ne peuvent exercer leur mission que pour le pouvoir public au sein duquel ils travaillent.

Art. 648. § 1^{er}. Pour être agréés en tant que certificateur PEB externe de bâtiment public, les candidats visés à l'article 647, § 1^{er}, introduisent, auprès de l'administration, le formulaire de demande d'agrément mis à leur disposition par l'administration. Ce formulaire contient au minimum :

1^o les nom, adresse et profession du demandeur;

2^o le ou les numéros de référence relatifs aux agréments visés à l'article 647, § 1^{er}, 1^o, ou, à défaut, copie de la ou des décisions d'agrément;

3^o une copie de l'attestation de réussite de la formation visée à l'article 655;

4^o l'engagement sur l'honneur à respecter les conditions relatives à l'agrément et aux missions du certificateur PEB externe agréé de bâtiment public.

Pour être agréés en tant que certificateur PEB interne de bâtiment public, les candidats visés à l'article 647, § 3, introduisent auprès de l'administration le formulaire de demande d'agrément mis à leur disposition par l'administration. Ce formulaire contient au minimum :

1^o les nom, adresse et profession du demandeur;

2^o la copie de l'attestation relative à la qualité de responsable énergie ou la justification de l'expérience quant au suivi énergétique des bâtiments;

3^o l'identification du ou des organismes dans lesquels le candidat est actif;

4^o une copie de l'attestation de réussite de la formation visée à l'article 655;

5^o l'engagement sur l'honneur à respecter les conditions relatives à l'agrément et aux missions du certificateur PEB interne agréé de bâtiment public.

Le Ministre peut déterminer la forme et préciser le contenu des formulaires de demande d'agrément visés aux alinéas 1^{er} et 2.

§ 2. Dans les dix jours qui suivent la réception du dossier de demande d'agrément, l'administration adresse au demandeur un accusé de réception.

L'accusé de réception indique :

1^o la date à laquelle la demande a été reçue;

2^o le délai dans lequel la décision doit intervenir;

3^o les voies de recours et les instances compétentes ainsi que les formes et délais à respecter;

4^o qu'en l'absence de réponse dans le délai prévu, l'autorisation est considérée comme octroyée.

Dans un délai de quarante jours à dater de l'envoi de l'accusé de réception, le Ministre notifie sa décision au demandeur.

Par dérogation à l'alinéa 3, si le dossier est incomplet, l'administration en informe le demandeur dans les plus brefs délais. Cette notification relève les pièces manquantes et précise que le délai visé à l'alinéa 3 commence à courir à dater de la réception de l'ensemble des pièces manquantes.

L'arrêté ministériel accordant l'agrément mentionne le numéro d'agrément.

Sa notification précise les modalités d'accès à la base de données à utiliser en application des articles 661 et 662.

Art. 649. § 1^{er}. Pour être agréés en tant que certificateur PEB externe de bâtiment public, les candidats visés à l'article 647, § 2, introduisent auprès de l'administration le formulaire de demande d'agrément mis à leur disposition par l'administration. Ce formulaire contient au minimum :

- 1° l'identification officielle de la personne morale, une version coordonnée de ses statuts, la liste des administrateurs ou des gérants ainsi que le numéro d'entreprise;
- 2° les nom, adresse et qualité de la personne à contacter;
- 3° une copie de la convention qui lie la personne morale au certificateur PEB externe agréé de bâtiment public;
- 4° une copie de l'attestation d'agrément du certificateur PEB externe agréé de bâtiment public.

Le Ministre peut déterminer la forme et préciser le contenu du formulaire de demande d'agrément visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Dans les dix jours qui suivent la réception du dossier de la demande d'agrément, l'administration adresse à la demanderesse un accusé de réception.

L'accusé de réception indique :

- 1° la date à laquelle la demande a été reçue;
- 2° le délai dans lequel la décision doit intervenir;
- 3° les voies de recours et les instances compétentes ainsi que les formes et délais à respecter;
- 4° la mention qu'en l'absence de réponse dans le délai prévu, l'autorisation est considérée comme octroyée.

Dans un délai de quarante jours à dater de l'envoi de l'accusé de réception, le Ministre notifie sa décision au demandeur.

Par dérogation à l'alinéa 3, si le dossier est incomplet, l'administration en informe le demandeur dans les plus brefs délais. Cette notification relève les pièces manquantes et précise que le délai visé à l'alinéa 3 commence à courir à dater de la réception de l'ensemble des pièces manquantes.

L'arrêté ministériel accordant l'agrément mentionne :

- 1° le numéro d'agrément;
- 2° l'identification du ou des certificateurs PEB externes agréés de bâtiment public liés avec la personne morale par une convention.

Sa notification précise les modalités d'accès à la base de données à utiliser en application des articles 661 et 662.

Art. 650. L'administration publie et tient à jour la liste des certificateurs PEB agréés de bâtiment public.

Art. 651. L'agrément prend cours à la date de la signature de l'arrêté d'agrément.

Lorsque le certificateur ne remplit plus les conditions d'agrément, son agrément est automatiquement caduc.

Sous-section 2. — De la formation des certificateurs PEB de bâtiment public

Art. 652. Les formations et les examens des candidats certificateurs PEB de bâtiment public sont organisés par des centres de formation agréés.

Les centres agréés utilisent les supports de formation mis à leur disposition par le Ministre.

Art. 653. § 1^{er}. La formation comporte au minimum :

- 1° un volet portant sur le cadre réglementaire en vigueur en matière de certification des bâtiments public, ainsi qu'une information portant sur les spécificités de la certification;
- 2° un volet relatif au protocole de collecte des données qui doit être utilisé en vue de l'élaboration du certificat;
- 3° un volet portant sur l'utilisation du logiciel comprenant au moins un exemple pratique de toutes les étapes nécessaires à l'élaboration d'un certificat;
- 4° un volet portant sur le fonctionnement de la base de données.

§ 2. L'examen porte sur les aspects théoriques et pratiques visés à l'alinéa 1^{er} et consiste à apporter la preuve de la connaissance de l'utilisation du protocole de collecte des données et du logiciel.

La réussite de l'examen est conditionnée par un résultat supérieur ou égal à 12/20.

Art. 654. Le centre de formation agréé communique à l'administration, au moins quinze jours avant le début des cours et examens, les dates prévues pour ceux-ci.

L'administration peut assister aux formations et aux examens.

Art. 655. Le centre de formation agréé remet, dans les quinze jours suivant l'examen, une attestation de réussite de la formation aux candidats qui ont suivi l'ensemble de la formation et obtenu à l'examen une note globale minimale de 12/20.

Cette attestation est signée par le ou les responsables du centre agréé de formation.

Afin de couvrir les frais occasionnés par l'organisation des formations et des examens, le centre agréé de formation peut percevoir un droit d'inscription auprès des candidats.

Le Ministre peut fixer le montant maximal du droit d'inscription.

Sous-section 3. — De l'agrément des centres de formation

Art. 656. Pour être agréé, le centre de formation répond aux conditions suivantes :

- 1° être à même d'organiser les formations et les examens;
- 2° être à même d'organiser les formations continues;
- 3° disposer du personnel enseignant titulaire à la fois d'un des agréments visés à l'article 647, § 1^{er}, 1°, depuis deux ans au moins, et d'un agrément en tant que certificateur PEB externe de bâtiment public depuis un an;
- 4° disposer des équipements techniques nécessaires au bon déroulement des formations, et des examens, notamment du matériel informatique performant en nombre suffisant.

Le Ministre précise les modalités pratiques d'organisation des formations et examens visés aux articles 652 à 655.

Art. 657. § 1^{er}. La demande d'agrément est introduite par lettre ou remise contre récépissé à l'administration, au moyen du formulaire mis à disposition par l'administration.

Le Ministre peut déterminer la forme et préciser le contenu du formulaire de demande d'agrément.

§ 2. L'administration accuse réception de la demande dans un délai de dix jours à dater de la réception de la demande.

L'accusé de réception indique :

1° la date à laquelle la demande a été reçue;

2° le délai dans lequel la décision doit intervenir;

3° les voies de recours et les instances compétentes ainsi que les formes et délais à respecter;

4° la mention qu'en l'absence de réponse dans le délai prévu, l'autorisation est considérée comme octroyée.

Dans un délai de quarante jours à dater de l'envoi de l'accusé de réception, le Ministre notifie sa décision au demandeur.

Par dérogation à l'alinéa 3, si le dossier est incomplet, l'administration en informe le demandeur dans les plus brefs délais. Cette notification relève les pièces manquantes et précise que le délai visé à l'alinéa 3 commence à courir à dater de la réception de l'ensemble des pièces manquantes.

L'arrêté ministériel accordant l'agrément mentionne le numéro d'agrément.

L'administration publie et tient à jour la liste des centres de formation agréés.

Art. 658. L'agrément prend cours à la date de la signature de l'arrêté d'agrément.

Art. 659. § 1^{er}. Lorsqu'un centre de formation manque à ses obligations ou ne remplit plus les conditions d'agrément, le Ministre peut suspendre ou retirer son agrément.

§ 2. Lorsque le Ministre a l'intention de suspendre ou de retirer l'agrément, il en informe le centre de formation concerné, par envoi recommandé.

Cet envoi indique les manquements constatés, la sanction éventuellement envisagée, la date de l'audition où le centre de formation est invité à faire valoir ses observations, le cas échéant accompagné de son avocat, et la manière dont le centre peut consulter le dossier complet relatif aux manquements reprochés.

Il est dressé procès-verbal de l'audition. Ce procès-verbal est notifié au centre de formation dans les vingt jours de l'audition.

Le Ministre envoie sa décision au centre de formation dans un délai de quarante jours suivant l'audition.

Art. 660. Le centre agréé communique sans délai à l'administration, toute modification le concernant et pouvant avoir un impact sur son agrément.

Sous-section 4. — Des missions des certificateurs PEB agréés de bâtiment public

Art. 661. Dans l'exercice de leurs fonctions, les certificateurs PEB agréés de bâtiment public collectent et traitent les données nécessaires à l'application du logiciel selon le protocole établi par l'administration et mis gratuitement à leur disposition.

Ils utilisent la dernière version du logiciel de calcul et du protocole mis à leur disposition.

Ils conservent, pendant une année, tous les éléments qui ont servi à l'élaboration du certificat.

Art. 662. Les certificateurs PEB agréés de bâtiment public envoient copie à l'administration, sous format informatique, de chaque certificat qu'ils établissent. Cet envoi doit précéder la remise au pouvoir public, au service public ou à l'équipement communautaire visé à l'article 237/28, § 2, et au propriétaire de l'exemplaire papier du certificat.

Les certificateurs PEB agréés de bâtiment public remettent une version papier du certificat tel qu'il est produit par le logiciel au pouvoir public, au service public ou à l'équipement communautaire visé à l'article 237/28, § 2, et au propriétaire, dans un délai de trente jours à dater de l'envoi à l'administration.

Le propriétaire et le pouvoir public, le service public ou l'équipement communautaire visé à l'article 237/28, § 2, veillent à ce que le certificateur PEB agréé de bâtiment public ait accès au bâtiment et aux compteurs de consommations énergétiques, et lui communiquent toutes les informations nécessaires à l'exécution de sa mission, en ce compris les données relatives aux consommations énergétiques dont il dispose.

Art. 663. Les certificateurs PEB agréés de bâtiment public suivent les sessions de formation continue organisées par les centres agréés.

Art. 664. Les certificateurs PEB de bâtiment public exercent leur mission en toute indépendance.

Art. 665. Les certificateurs PEB agréés de bâtiment public communiquent sans délai à l'administration, toute modification d'une des conditions visées à l'article 647 ou des données reprises dans le formulaire visé respectivement aux articles 648 ou 649.

Sous-section 5. — Les sanctions applicables aux certificateurs PEB agréés de bâtiment public

Art. 666. § 1^{er}. Lorsqu'un certificateur PEB agréé de bâtiment public manque à ses obligations, le Ministre peut le sanctionner.

Les manquements visés sont :

1° la mauvaise qualité des certificats, établie, notamment, par des manquements au niveau de la qualité et de la complétude des données relevées ou des résultats;

2° les manquements relatifs aux obligations visées aux articles 661 à 665.

La première fois qu'un manquement est constaté, le Ministre peut sanctionner le certificateur PEB de bâtiment public en lui adressant un avertissement lui enjoignant de se conformer aux exigences du présent chapitre et éventuellement de participer à une formation.

En cas de refus du certificateur PEB agréé de bâtiment public de se conformer aux exigences du présent chapitre ou de participer à une formation, ou en cas de constatation de nouveaux manquements, le Ministre peut retirer l'agrément.

Art. 667. Lorsque le Ministre a l'intention de sanctionner un certificateur PEB agréé de bâtiment public, il l'en informe, par envoi recommandé.

Cet envoi indique les manquements constatés, la sanction éventuellement envisagée, la date de l'audition où le certificateur PEB agréé de bâtiment public est invité à faire valoir ses observations, le cas échéant accompagné de son avocat, et la manière dont le certificateur PEB agréé de bâtiment public peut consulter le dossier complet relatif aux manquements reprochés.

Il est dressé procès-verbal de l'audition. Ce procès-verbal est notifié au certificateur PEB agréé de bâtiment public dans les vingt jours de l'audition.

Le Ministre envoie sa décision au certificateur PEB agréé de bâtiment public dans un délai de quarante jours suivant l'audition.

Art. 668. Lorsque son agrément lui est retiré, le certificateur PEB agréé de bâtiment public avertit, sans délai, tous les propriétaires, pouvoirs publics, services publics ou équipements communautaires visés à l'article 237/28, § 2, avec qui des contrats en vue de l'élaboration d'un certificat sont en cours d'exécution. »

CHAPITRE II. — Dispositions transitoires et finales

Art. 3. L'article 656, 3^o, s'applique au plus tard un an après que le premier centre de formation ait été agréé; entre-temps, le personnel enseignant est puisé dans la réserve constituée par le Ministre.

Art. 4. En ce qu'il concerne les certificats visés à l'article 237/28, § 2, le Titre V du Livre IV sub article 10 du décret-cadre du 19 avril 2007 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie entre en vigueur au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 5. Par dérogation à l'article 643, sub article 2 du présent arrêté, les bâtiments visés à l'article 237/28, § 2, qui à l'entrée en vigueur du présent arrêté sont déjà occupés, l'obligation d'affichage doit être réalisée au plus tard quinze mois après la mise à disposition du modèle de certificat PEB de bâtiment public.

Art. 6. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 novembre 2011.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 3262

[2011/206094]

24. NOVEMBER 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zertifizierung der öffentlichen Gebäude

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe, und die Energie, insbesondere der Artikel 237/27 Absatz 2, 237/29, 237/30 Absatz 2, 237/31 Absatz 3 und 237/35 Absatz 1;

Aufgrund des am 14. Juni 2011 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 7. Juli 2011 gegebenen Einverständnisses des Haushaltsministers;

Aufgrund des am 3. September 2011 abgegebenen Gutachtens Nr. 15/2011 des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 7. November 2011 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 50438/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeines

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2002/91/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2002 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden gemäß deren Artikel 15, § 1, Absatz 2 teilweise umgesetzt.

Art. 2 - In Buch V mit der Überschrift "Durchführungsmaßnahmen", Titel IV mit der Überschrift "Maßnahmen zur Durchführung von Buch IV" des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie werden die nachstehenden Bestimmungen nach Artikel 639 eingefügt:

"KAPITEL IX — Zertifizierung der öffentlichen Gebäude zwecks der Bekanntmachung durch Anschlag

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 640 - Die Bestimmungen vorliegenden Kapitels sind auf die in Artikel 237/28, § 2 genannten Gebäude anwendbar.

Der Minister bestimmt die Kategorien der betreffenden Gebäude.

Abschnitt 2 — Der "PEB"-Ausweis für öffentliche Gebäude

Art. 641 - Der "PEB"-Ausweis für öffentliche Gebäude wird von einem zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude ausgestellt.

Er ist das ausschließliche Ergebnis der Anwendung der Software und des Protokolls.

Er ist ausschließlich zur durch Artikel 237/28, § 2 auferlegten Bekanntmachung durch Anschlag bestimmt.

Art. 642 - Der zugelassene "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude wird vom Eigentümer des Gebäudes bestimmt.

Wenn der Eigentümer nicht die öffentliche Behörde, der öffentliche Dienst oder die gemeinschaftliche Anlage nach Artikel 237/28 § 2 ist, kann der Eigentümer den zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude erst nach Beratung mit der öffentlichen Behörde, dem öffentlichen Dienst oder der gemeinschaftlichen Anlage nach Artikel 237/28 § 2 bestimmen.

Art. 643 - § 1. Der "PEB"-Ausweis für öffentliche Gebäude hat eine Gültigkeitsdauer von fünf Jahren.

Er wird spätestens 15 Monate nach dem Anfang der Benutzung durch die öffentliche Behörde, den öffentlichen Dienst oder die gemeinschaftliche Anlage nach Artikel 237/28 § 2 ausgestellt.

Die Verbrauchsmesser werden jährlich aktualisiert, nach vom Minister bestimmten Modalitäten.

§ 2. Der "PEB"-Ausweis für öffentliche Gebäude wird nach den vom Minister bestimmten Modalitäten von der öffentlichen Behörde, dem öffentlichen Dienst oder der gemeinschaftlichen Anlage nach Artikel 237/28 § 2 angeschlagen.

Art. 644 - § 1. Der "PEB"-Ausweis für öffentliche Gebäude umfasst neben den in Artikel 237/27 genannten Angaben mindestens die folgenden Angaben:

- 1° die Adresse des Gebäudes;
- 2° die Bezugsnummer und das Datum der Ausstellung der Baugenehmigung, der Städtebaugenehmigung oder der Globalgenehmigung, durch welche der Bau genehmigt wurde, wenn dieses Dokument vorhanden ist;
- 3° ein Außenfoto des betreffenden Gebäudes;
- 4° die Version der benutzten Berechnungssoftware und des benutzten Protokolls für die Datensammlung;
- 5° die Bezugsnummer des Ausweises;
- 6° den Preis für den Ausweis, wenn er nicht von einem internen Ausweisaussteller ausgestellt wurde;
- 7° das Datum der Ausstellung des Ausweises;
- 8° die Identifizierung und Zulassungsnummer des zugelassenen "PEB"-Ausweisausstellers für öffentliche Gebäude sowie seine Unterschrift;
- 9° einen oder mehrere Verbrauchsmesser.

§ 2. Der Minister kann den Inhalt des "PEB"-Ausweises für öffentliche Gebäude ergänzen, um Indikatoren für die Energieeffizienz des Gebäudes und die Empfehlungen der Software einzutragen.

Er legt das Muster des "PEB"-Ausweises für öffentliche Gebäude fest und kann Unterkategorien von öffentlichen Gebäuden aufgrund ihrer energetischen Merkmale unterscheiden.

Art. 645 - Die Verwaltung organisiert und verwaltet eine Datenbank, die alle "PEB"-Ausweise für öffentliche Gebäude enthält.

Die technischen Daten, die zur Ausarbeitung eines "PEB"-Ausweises für öffentliche Gebäude, mit Ausnahme der personenbezogenen Informationen, gedient haben, können durch einen anderen zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude benutzt werden, um einen neuen "PEB"-Ausweis für öffentliche Gebäude auszustellen.

Art. 646 - Die Verwaltung ist befugt, alle "PEB"-Ausweise für öffentliche Gebäude zu kontrollieren.

Zu diesem Zweck kann sie von dem zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude verlangen, dass er ihr alle Nachweise, die er aufbewahrt hat, abgibt.

Die Kontrolle wird entweder auf der Grundlage dieser Dokumente, oder auf der Grundlage der von der Verwaltung selbst im Gebäude und an den Anlagen festgestellten Daten, oder auf der Grundlage der in der Datenbank nach Artikel 661 und 662 eingetragenen Angaben durchgeführt.

Abschnitt 3 — Die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude

Unterabschnitt 1 — Die Zulassung der "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude

Art. 647 - § 1. Kann eine Zulassung als externer "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude beantragen, jede natürliche Person, die folgende Bedingungen erfüllt:

- 1° Inhaber einer gültigen Zulassung sein:
 - a) entweder als zugelassener Auditor im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE"), oder im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA). Die "AMURE" oder "UREBA"-Auditoren müssen mindestens für die Angelegenheiten in Bezug auf Gebäude und Systeme zugelassen sein;
 - b) oder als Verfasser von technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudien;
 - c) oder als "PEB"-Verantwortlicher;
 - d) oder als "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude;
 - e) oder als "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude;
- 2° an der spezifischen Ausbildung nach Artikel 652 teilgenommen, und die entsprechende Prüfung bestanden haben.

§ 2. Kann ebenfalls eine Zulassung als externer "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude beantragen, jede juristische Person, zu deren Personal oder Mitarbeitern mindestens ein zugelassener externer "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude gehört, der durch eine Vereinbarung mit ihr gebunden ist.

§ 3. Die folgenden Personen können eine Zulassung als interner "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude beantragen, wenn sie in einer öffentlichen Behörde arbeiten und an der spezifischen Ausbildung nach Artikel 652 teilgenommen, und die entsprechende Prüfung bestanden haben:

- 1° die im Rahmen der von der Wallonischen Region organisierten Ausbildungszyklen zertifizierten Energiebeauftragten;
- 2° die Personen mit einer Erfahrung von mindestens 2 Jahren im Bereich der energetischen Überwachung von Gebäuden.

Die internen "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude dürfen ihre Aufgabe nur für die öffentliche Behörde ausüben, in der sie arbeiten.

Art. 648 - § 1. Um als externer "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude zugelassen zu werden, reichen die in Artikel 647 § 1 genannten Bewerber bei der Verwaltung das ihnen von der Verwaltung bereitgestellte Formular zum Zulassungsantrag ein. Dieses Formular enthält mindestens folgende Angaben:

1° Name, Adresse und Beruf des Antragstellers;

2° die Bezugsnummer(n) betreffend die in Artikel 647, § 1, 1° genannten Zulassungen oder ggf. eine Kopie des oder der Zulassungsbeschlüsse;

3° eine Kopie des Zeugnisses für die erfolgreiche Teilnahme an der in Artikel 655 genannten Ausbildung;

4° die ehrenwörtliche Verpflichtung zur Beachtung der Bedingungen betreffend die Zulassung und die Aufgaben des zugelassenen externen "PEB"-Ausweisausstellers für öffentliche Gebäude.

Um als interner "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude zugelassen zu werden, reichen die in Artikel 647 § 3 genannten Bewerber bei der Verwaltung das ihnen von der Verwaltung bereitgestellte Formular zum Zulassungsantrag ein. Dieses Formular enthält mindestens:

1° Name, Adresse und Beruf des Antragstellers;

2° die Kopie der Bescheinigung betreffend die Eigenschaft als Energiebeauftragter oder den Nachweis der Erfahrung im Bereich der energetischen Überwachung von Gebäuden;

3° die Identifizierung der Einrichtung(en), in der (denen) der Bewerber tätig ist;

4° eine Kopie des Zeugnisses für die erfolgreiche Teilnahme an der in Artikel 655 genannten Ausbildung;

5° die ehrenwörtliche Verpflichtung zur Beachtung der Bedingungen betreffend die Zulassung und die Aufgaben des zugelassenen internen "PEB"-Ausweisausstellers für öffentliche Gebäude.

Der Minister kann die Form und den Inhalt der in Absätzen 1 und 2 genannten Formulare für den Zulassungsantrag bestimmen.

§ 2. Innerhalb von zehn Tagen nach Eingang der Akte für den Zulassungsantrag stellt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu.

Werden in der Empfangsbestätigung angegeben:

1° das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;

2° die Frist, binnen welcher der Beschluss stattzufinden hat;

3° die Einspruchsmöglichkeiten und die dafür zuständigen Instanzen, sowie die zu beachtenden Formen und Fristen;

4° die Tatsache, dass die Genehmigung als erteilt gilt, falls binnen der vorgesehenen Frist keine Antwort vorliegt.

Der Minister stellt dem Antragsteller seinen Beschluss binnen einer Frist von vierzig Tagen ab der Einsendung der Empfangsbestätigung zu.

In Abweichung von Absatz 3 informiert die Verwaltung den Antragsteller unverzüglich, falls die Akte nicht vollständig ist. Hierbei gibt sie die fehlenden Dokumente an und weist darauf hin, dass die in Absatz 3 genannte Frist ab dem Eingang der gesamten fehlenden Dokumente zu laufen anfängt.

In dem Ministerialerlass zur Erteilung der Zulassung wird die Zulassungsnummer angegeben.

In dem Schreiben zur Zustellung der Zulassung werden die Modalitäten für den Zugang zur Datenbank angegeben, die in Anwendung der Artikel 661 und 662 zu benutzen ist.

Art. 649 - § 1. Um als externer "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude zugelassen zu werden, reichen die in Artikel 647 § 2 genannten Bewerber bei der Verwaltung das ihnen von der Verwaltung bereitgestellte Formular zum Zulassungsantrag ein. Dieses Formular enthält mindestens:

1° die offizielle Kennzeichnung der juristischen Person, eine koordinierte Fassung ihrer Satzungen, die Liste der Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer sowie die Unternehmensnummer;

2° den Namen, die Anschrift und die Eigenschaft der zu kontaktierenden Person;

3° eine Kopie der Vereinbarung zwischen der juristischen Person und dem zugelassenen externen "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude;

4° eine Kopie der Zulassungsbescheinigung des zugelassenen externen "PEB"-Ausweisausstellers für öffentliche Gebäude.

Der Minister kann die Form und den Inhalt des in Absatz 1 genannten Formulars für den Zulassungsantrag bestimmen.

§ 2. Innerhalb von zehn Tagen nach Eingang der Zulassungsantragsakte stellt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu.

Werden in der Empfangsbestätigung angegeben:

1° das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;

2° die Frist, binnen welcher der Beschluss stattzufinden hat;

3° die Einspruchsmöglichkeiten und die dafür zuständigen Instanzen, sowie die zu beachtenden Formen und Fristen;

4° die Tatsache, dass die Genehmigung als erteilt gilt, falls binnen der vorgesehenen Frist keine Antwort vorliegt.

Der Minister stellt dem Antragsteller seinen Beschluss binnen einer Frist von vierzig Tagen ab der Einsendung der Empfangsbestätigung zu.

In Abweichung von Absatz 3 informiert die Verwaltung den Antragsteller unverzüglich, falls die Akte nicht vollständig ist. Hierbei gibt sie die fehlenden Dokumente an und weist darauf hin, dass die in Absatz 3 genannte Frist ab dem Eingang der gesamten fehlenden Dokumente zu laufen anfängt.

In dem Ministerialerlass zur Erteilung der Zulassung werden erwähnt:

1° die Zulassungsnummer;

2° die Identifizierung des oder der zugelassenen externen "PEB"-Ausweisausstellers für öffentliche Gebäude, die mit der juristischen Person durch eine Vereinbarung gebunden sind.

In dem Schreiben zur Zustellung der Zulassung werden die Modalitäten für den Zugang zur Datenbank angegeben, die in Anwendung der Artikel 661 und 662 zu benutzen ist.

Art. 650 - Die Verwaltung veröffentlicht und führt die Liste der zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude.

Art. 651 - Die Zulassung läuft ab dem Datum der Unterzeichnung des Zulassungserlasses.

Wenn der Ausweisaussteller die Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt, verfällt seine Zulassung automatisch.

Unterabschnitt 2 — Die Ausbildung der "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude

Art. 652 - Die Ausbildungen und Prüfungen für die Personen, die sich um die Zulassung als "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude bewerben, werden von zugelassenen Ausbildungszentren organisiert.

Die zugelassenen Zentren benutzen die ihnen vom Minister zur Verfügung gestellten Ausbildungsunterlagen.

Art. 653 - § 1. Die Ausbildung umfasst mindestens:

1° einen Abschnitt über den geltenden verordnungsrechtlichen Rahmen im Bereich der Zertifizierung der öffentlichen Gebäude sowie eine Information über die spezifischen Merkmale der Zertifizierung;

2° einen Abschnitt über das Datensammlungsprotokoll, das zwecks der Ausstellung des Ausweises zu benutzen ist;

3° einen Abschnitt betreffend die Benutzung der Software mit wenigstens einem praktischen Beispiel für alle Verfahrensstufen, die für die Ausstellung eines Ausweises erforderlich sind;

4° einen Abschnitt betreffend die Funktionsweise der Datenbank.

§ 2. Die Prüfung betrifft alle in Absatz 1 erwähnten theoretischen und praktischen Aspekte und besteht darin, den Beweis für die Kenntnis der guten Benutzung des Datensammlungsprotokolls und der Software zu erbringen.

Um die Prüfung zu bestehen, muss das Ergebnis mindestens 12/20 erreichen.

Art. 654 - Das zugelassene Ausbildungszentrum teilt der Verwaltung mindestens fünfzehn Werktage vor dem Beginn der Kurse und Prüfungen die dafür vorgesehenen Daten mit.

Die Verwaltung kann den Kursen und Prüfungen beiwohnen.

Art. 655 - Das zugelassene Ausbildungszentrum übergibt den Bewerbern, die an der gesamten Ausbildung teilgenommen haben und bei der Prüfung eine globale Note von mindestens 12/20 erlangt haben, binnen fünfzehn Tagen nach der Prüfung eine Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Ausbildung.

Diese Bescheinigung wird von dem oder den Verantwortlichen des zugelassenen Ausbildungszentrums unterzeichnet.

Um die durch das Organisieren der Ausbildungen und der Prüfungen verursachten Kosten zu decken, kann das zugelassene Ausbildungszentrum bei den Bewerbern eine Einschreibgebühr erheben.

Der Minister kann den Höchstbetrag der Einschreibgebühr festsetzen.

Unterabschnitt 3 — Zulassung der Ausbildungszentren

Art. 656 - Um zugelassen zu werden, muss das Ausbildungszentrum folgende Bedingungen erfüllen:

1° imstande sein, die Ausbildungen und Prüfungen zu organisieren;

2° imstande sein, die Weiterbildungen zu organisieren;

3° über Lehrpersonal verfügen, das sowohl eine der Zulassungen nach Artikel 647, § 1, 1° seit mindestens zwei Jahren wie auch eine Zulassung als externer "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude seit mindestens einem Jahr hat;

4° über die technischen Ausstattungen verfügen, die für den guten Ablauf der Lehrgänge und der Prüfungen nötig sind, insbesondere genügend leistungsfähige Computer.

Der Minister bestimmt die praktischen Modalitäten für die Organisation der in Artikeln 652 bis 655 genannten Ausbildungen und Prüfungen.

Art. 657 - § 1. Der Zulassungsantrag wird anhand des von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Formulars per Brief eingereicht oder bei der Verwaltung gegen Empfangsbescheinigung abgegeben.

Der Minister kann die Form und den Inhalt des Formulars für den Zulassungsantrag bestimmen.

§ 2. Die Verwaltung bestätigt den Empfang des Antrags binnen zehn Tagen nach dessen Eingang.

Werden in der Empfangsbestätigung angegeben:

1° das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;

2° die Frist, binnen welcher der Beschluss stattzufinden hat;

3° die Einspruchsmöglichkeiten und die dafür zuständigen Instanzen, sowie die zu beachtenden Formen und Fristen;

4° die Tatsache, dass die Genehmigung als erteilt gilt, falls binnen der vorgesehenen Frist keine Antwort vorliegt.

Der Minister stellt dem Antragsteller seinen Beschluss binnen einer Frist von vierzig Tagen ab der Einsendung der Empfangsbestätigung zu.

In Abweichung von Absatz 3 informiert die Verwaltung den Antragsteller unverzüglich, falls die Akte nicht vollständig ist. Hierbei gibt sie die fehlenden Dokumente an und weist darauf hin, dass die in Absatz 3 genannte Frist ab dem Eingang der gesamten fehlenden Dokumente zu laufen anfängt.

In dem Ministerialerlass zur Erteilung der Zulassung wird die Zulassungsnummer angegeben.

Die Verwaltung veröffentlicht und führt die Liste der zugelassenen Ausbildungszentren.

Art. 658 - Die Zulassung läuft ab dem Datum der Unterzeichnung des Zulassungserlasses.

Art. 659 - § 1. Wenn ein Ausbildungszentrum seinen Verpflichtungen nicht nachkommt oder die Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt, kann der Minister seine Zulassung aussetzen oder zurückziehen.

§ 2. Wenn der Minister die Absicht hat, die Zulassung auszusetzen oder zurückzuziehen, informiert er das betroffene Ausbildungszentrum per Einschreiben.

In diesem Einschreiben werden die festgestellten Versäumnisse, die ggf. geplante Strafmaßnahme, das Datum der Anhörung, an dem das Ausbildungszentrum vorgeladen wird, um ggf. im Beisein seines Rechtsanwalts seine Bemerkungen geltend zu machen, und die Art und Weise, wie das Zentrum in die vollständige Akte betreffend die vorgeworfenen Versäumnisse Einsicht nehmen kann, angegeben.

Es wird ein Protokoll über die Anhörung aufgenommen. Dieses Protokoll wird dem Ausbildungszentrum binnen zwanzig Tagen nach der Anhörung zugestellt.

Der Minister richtet seinen Beschluss an das Ausbildungszentrum binnen vierzig Tagen nach der Anhörung.

Art. 660 - Das zugelassene Zentrum teilt der Verwaltung unverzüglich jede Änderung mit, die es betrifft und eine Auswirkung auf seine Zulassung haben kann.

Unterabschnitt 4 - Die Aufgaben der zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude

Art. 661 - Bei der Ausübung ihres Amtes müssen die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude die Daten sammeln und verarbeiten, die für die Anwendung der Software nach dem von der Verwaltung festgelegten und ihnen kostenlos zur Verfügung gestellt Protokoll nötig sind.

Sie benutzen die letzte Version der Berechnungssoftware und des zu ihrer Verfügung gestellten Protokolls.

Sie bewahren während eines Jahres alle Elemente auf, die zur Ausstellung des Ausweises gedient haben.

Art. 662 - Die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude übermitteln der Verwaltung eine Kopie aller Ausweise, die sie ausstellen, in EDV-Format. Diese Übermittlung muss vor der Übergabe des Papierexemplars des Ausweises an die öffentliche Behörde, an den öffentlichen Dienst oder an die gemeinschaftliche Anlage nach Artikel 237/28 § 2 stattfinden.

Die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude übermitteln ein Papierexemplar des Ausweises, so wie es von der Software ausgestellt wird, der öffentlichen Behörde, dem öffentlichen Dienst oder der gemeinschaftlichen Anlage nach Artikel 237/28 § 2, und dem Eigentümer binnen dreißig Tagen nach der Einsendung an die Verwaltung.

Der Eigentümer und die öffentliche Behörde, der öffentliche Dienst oder die gemeinschaftliche Anlage nach Artikel 237/28 § 2 sorgen dafür, dass der zugelassene "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude zu dem Gebäude und den Zählern für den Energieverbrauch haben, und teilen ihm alle für die Erfüllung seiner Aufgaben erforderlichen Informationen mit, einschließlich der Daten betreffend den Energieverbrauch, über die sie verfügen.

Art. 663 - Die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude nehmen an den von den zugelassenen Zentren organisierten Weiterbildungslehrgängen teil.

Art. 664 - Die "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude üben ihr Amt in aller Unabhängigkeit aus.

Art. 665 - Die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude teilen der Verwaltung unverzüglich jede Änderung einer der in Artikel 647 genannten Bedingungen oder der im in Artikel 648 bzw. 649 genannten Formular angeführten Daten mit.

Unterabschnitt 5 — Die auf die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude anwendbaren Strafmaßnahmen

Art. 666 - § 1. Wenn ein zugelassener "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude gegen seine Verpflichtungen verstößt, kann er vom Minister bestraft werden.

Die betreffenden Verstöße sind:

1° die schlechte Qualität der Ausweise, insbesondere infolge Unzulänglichkeiten hinsichtlich der Qualität oder Vollständigkeit der erfassten Daten oder der Ergebnisse;

2° Verstöße gegen die Verpflichtungen nach Artikeln 661 bis 665.

Wenn ein Verstoß zum ersten Mal festgestellt wird, kann der Minister den "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude bestrafen, indem er ihm eine Mahnung zusendet, durch die er aufgefordert wird, die Anforderungen dieses Kapitels zu beachten und ggf. an einer Ausbildung teilzunehmen.

Wenn der zugelassene "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude sich verweigert, die Anforderungen dieses Kapitels zu beachten oder an einer Ausbildung teilzunehmen, oder wenn neue Verstöße festgestellt werden, kann der Minister die Zulassung zurückziehen.

Art. 667 - Wenn ein Minister die Absicht hat, einen zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude zu bestrafen, informiert er Letzteren per Einschreiben.

In diesem Einschreiben werden die festgestellten Versäumnisse, die ggf. geplante Strafmaßnahme, das Datum der Anhörung, an dem der zugelassene "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude vorgeladen wird, um ggf. im Beisein seines Rechtsanwalts seine Bemerkungen geltend zu machen, und die Art und Weise, wie der zugelassene "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude in die vollständige Akte betreffend die vorgeworfenen Versäumnisse Einsicht nehmen kann, angegeben.

Es wird ein Protokoll über die Anhörung aufgenommen. Dieses Protokoll wird dem zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude binnen zwanzig Tagen nach der Anhörung zestellt.

Der Minister sendet dem zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude seinen Beschluss binnen vierzig Tagen nach der Anhörung zu.

Art. 668 - Wenn ihm seine Zulassung zurückgezogen wird, informiert der zugelassene "PEB"-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude unverzüglich alle Eigentümer, öffentlichen Behörden, öffentlichen Dienste oder gemeinschaftlichen Anlagen nach Artikel 237/28 § 2, mit denen Verträge zur Ausstellung eines Ausweises noch laufen, darüber.»

KAPITEL II — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 3 - Artikel 656, 3° ist spätestens ein Jahr, nachdem das erste Ausbildungszentrum zugelassen worden ist, anwendbar; inzwischen wird das Lehrpersonal aus der vom Minister gebildeten Reserve genommen.

Art. 4 - In Bezug auf die in Artikel 237/28, § 2 genannten Ausweise tritt der Titel V des Buches IV sub Artikel 10 des Rahmendekrets vom 19. April 2007 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie am Tag des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses in Kraft.

Art. 5 - In Abweichung von Artikel 643, sub Artikel 2 vorliegenden Erlasses muss die Anschlagspflicht für die in Artikel 237/28 § 2 genannten Gebäude, die beim Inkrafttreten vorliegenden Erlasses bereits benutzt sind, spätestens 15 Monate nach der Zurverfügungstellung des Musters für den "PEB"-Ausweis für öffentliche Gebäude verwirklicht sein.

Art. 6 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. November 2011

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 3262

[2011/206094]

24 NOVEMBER 2011. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de certificering van de openbare gebouwen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, inzonderheid op de artikelen 237/27, tweede lid, 237/29, 237/30, tweede lid, 237/31, derde lid, en 237/35, eerste lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 juni 2011;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 7 juli 2011;

Gelet op het advies nr. 15/2011 van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 3 september 2011;

Gelet op het advies nr. 50438/4 van de Raad van State, gegeven op 7 november 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit strekt tot gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2002/91/E.G. van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2002 inzake de energieprestatie van de gebouwen, overeenkomstig artikel 15, § 1, tweede lid, ervan.

Art. 2. In het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie worden onder Titel IV met als opschrift "Uitvoeringsmaatregelen van Boek IV" van Boek V met als opschrift "Uitvoeringsmaatregelen" de volgende bepalingen ingevoegd na artikel 639 :

*"HOOFDSTUK IX. — Certificering van de openbare gebouwen met het oog op de aanplakking**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 640. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de in artikel 237/28, § 2, bedoelde gebouwen. De Minister bepaalt de categorieën van bedoelde gebouwen.

Afdeling 2. — Het EPB-attest voor een openbaar gebouw

Art. 641. Het EPB-attest voor een openbaar gebouw wordt opgemaakt door een erkende EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw.

Het vloeit uitsluitend voort uit de toepassing van de software en van het protocol.

Het is uitsluitend bestemd voor de bij artikel 237/28, § 2, voorgeschreven aanplakking.

Art. 642. De erkende EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw wordt aangewezen door de eigenaar van het gebouw.

Wanneer de eigenaar niet de openbare overheid, de openbare dienst of de gemeenschappelijke voorziening bedoeld in artikel 237/28, § 2, is, mag hij de erkende EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw slechts aanwijzen na overleg met de openbare overheid, de openbare dienst of de gemeenschappelijke voorziening bedoeld in artikel 237/28, § 2.

Art. 643. § 1. Het EPB-attest voor een openbaar gebouw heeft een geldigheidsduur van vijf jaar.

Het wordt opgemaakt uiterlijk 15 maanden na het begin van de bewoning door de openbare overheid, de openbare dienst of de gemeenschappelijke voorziening bedoeld in artikel 237/28, § 2.

De consumptie-indicatoren worden jaarlijks bijgewerkt volgens de door de Minister bepaalde praktische modaliteiten.

§ 2. Het EPB-attest voor een openbaar gebouw wordt aangeplakt door de openbare overheid, de openbare dienst of de gemeenschappelijke voorziening bedoeld in artikel 237/28, § 2, volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten.

Art. 644. § 1. Naast de in artikel 237/27 bedoelde elementen bevat het EPB-attest voor een openbaar gebouw minstens de volgende gegevens :

1^o het adres van het gebouw;

2^o als ze bestaat, de datum van toekenning van de bouw-, stedenbouwkundige of globale vergunning die de bouw van het gebouw machtigt en haar referentinummer;

3^o een buitenfoto van het betrokken gebouw;

4^o de versie van de gebruikte berekeningsoftware en van het protocol voor de verzameling van de gegevens;

5^o het referentinummer van het attest;

6^o de prijs van het attest als het niet opgemaakt is door een interne certificeerder;

7^o de datum van afgifte van het attest;

8^o de identificatie en het erkenningsnummer van de erkende EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw en zijn handtekening;

9^o één of meerdere consumptie-indicatoren.

§ 2. De Minister kan de inhoud van het EPB-atteest voor openbare gebouwen aanvullen om er de indicatoren van de energieprestatie van het gebouw en de aanbevelingen voortvloeiend uit de EPB-software in te voegen.

Hij maakt het model van een EPB-atteest voor een openbaar gebouw op en kan subcategorieën van openbare gebouwen met inachtneming van hun energetische bijzonderheden onderscheiden.

Art. 645. Het bestuur zorgt voor de organisatie en het beheer van een databank die alle EPB-atteesten voor openbare gebouwen bevat.

De technische gegevens die voor de opmaking van een EPB-atteest voor een openbaar gebouw hebben gediend, met uitzondering van de persoonsgegevens, kunnen opnieuw worden gebruikt door een andere erkende EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw om een nieuw EPB-atteest voor een openbaar gebouw op te maken.

Art. 646. Het bestuur wordt ertoe gemachtigd om de EPB-atteesten voor een openbaar gebouw te controleren.

Daartoe mag het eisen dat de erkende EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw het alle bewijsdocumenten die hij heeft bewaard, overmaakt.

De controle wordt ofwel op grond van die documenten, ofwel op grond van de gegevens die het bestuur zelf in het gebouw of op de installaties heeft vastgesteld, ofwel op grond van de informatie opgenomen in de databank overeenkomstig de artikelen 661 en 662, uitgeoefend.

Afdeling 3. — De erkende EPB-certificeerders voor openbare gebouwen

Onderafdeling 1. — De erkenning van de EPB-certificeerders voor openbare gebouwen

Art. 647. § 1. Elke natuurlijke persoon die de volgende voorwaarden vervult, kan vragen om erkend te worden in de hoedanigheid van externe EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw :

1° over een geldige erkenning beschikken :

a) ofwel als auditeur erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 met betrekking tot de toekenning van subsidies voor de verbetering van de energie-efficiëntie en de promotie van een meer rationeel energiegebruik van de private sector (AMURE) of overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 met betrekking tot de toekenning van subsidies aan publieke rechtspersonen en aan niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken die tot doel hebben de verbetering van de energieprestatie van gebouwen (UREBA). De AMURE- of UREBA-auditoren dienen minstens te worden erkend voor aangelegenheden in verband met gebouwen en systemen

b) ofwel als auteur van technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie;

c) als EPB-verantwoordelijke;

d) als EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw;

e) als EPB-certificeerder voor een bestaand niet-residentieel gebouw;

2° de specifieke opleiding gevolgd hebben en geslaagd zijn voor het examen bedoeld in artikel 652.

§ 2. Elke rechtspersoon die onder zijn personeel of medewerkers minstens een externe erkende EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw telt, die aan de rechtspersoon verbonden is, kan ook vragen om in de hoedanigheid van externe EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw erkend te worden.

§ 3. De volgende personen kunnen vragen om erkend te worden in de hoedanigheid van interne EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw, wanneer ze in een openbare overheid werken en op voorwaarde dat ze de specifieke opleiding gevolgd hebben en geslaagd zijn voor het examen bedoeld in artikel 652 :

1° de energieverantwoordelijken gecertificeerd in het kader van de opleidingscycli georganiseerd door het Waalse Gewest;

2° de personen die een ervaring van minstens 2 jaar hebben inzake de energieopvolging van de gebouwen.

De interne EPB-certificeerders voor openbare gebouwen mogen slechts hun opdracht uitoefenen voor de openbare overheid waarin ze werken.

Art. 648. § 1. Om in de hoedanigheid van externe EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw erkend te worden, dienen de in artikel 647, § 1, bedoelde kandidaten het formulier voor de aanvraag tot erkenning dat hun door het bestuur ter beschikking wordt gesteld, bij het bestuur in. Dit formulier bevat minstens :

1° de naam, het adres en het beroep van de aanvrager;

2° het (of de) referentienummer(s) in verband met de in artikel 647, § 1, 1°, bedoelde erkenningen, of, bij gebrek eraan, een afschrift van de beslissing(en) tot erkenning;

3° een afschrift van het atteste van succesvolle opleiding bedoeld in artikel 655;

4° de verbintenis op erewoord om de voorwaarden betreffende de erkenning en de opdrachten van de externe EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw na te leven.

Om in de hoedanigheid van interne EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw erkend te worden, dienen de in artikel 647, § 3, bedoelde kandidaten het formulier voor de aanvraag tot erkenning dat hun door het bestuur ter beschikking wordt gesteld, bij het bestuur in. Dit formulier bevat minstens :

1° de naam, het adres en het beroep van de aanvrager;

2° het afschrift van het atteste betreffende de kwaliteit van energieverantwoordelijke of het bewijs van de ervaring inzake de energieopvolging van de gebouwen;

3° de identificatie van de instelling(en) waarin de kandidaat actief is;

4° een afschrift van het atteste van succesvolle opleiding bedoeld in artikel 655;

5° de verbintenis op erewoord om de voorwaarden betreffende de erkenning en de opdrachten van de interne EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw na te leven.

De Minister kan de vorm en de inhoud van de formulieren voor de aanvraag tot erkenning bedoeld in het eerste en het tweede lid bepalen.

§ 2. Binnen tien dagen die volgen op de ontvangst van het dossier voor de aanvraag tot erkenning stuurt het bestuur een bericht van ontvangst naar de aanvrager.

Het bericht van ontvangst vermeldt :

- 1° de datum waarop de aanvraag ontvangen is;
- 2° de termijn waarin de beslissing genomen moet worden;
- 3° de beroepsmiddelen en de bevoegde instanties almede de na te leven vormen en termijnen;
- 4° het feit dat bij gebrek aan antwoord binnen de voorgeschreven termijn, de machtiging geacht wordt toegekend te zijn.

Binnen een termijn van veertig dagen na zending van het bericht van ontvangst deelt de Minister zijn beslissing aan de aanvrager.

In afwijking van het derde lid en als het dossier onvolledig is, stelt het Bestuur er de aanvrager zo snel mogelijk in kennis van. Deze kennisgeving vermeldt de ontbrekende stukken en verduidelijkt dat de in het derde lid bedoelde termijn bij de ontvangst van het geheel van de ontbrekende stukken begint te lopen.

Het ministerieel besluit tot toekenning van de erkenning vermeldt het erkenningsnummer.

Zijn kennisgeving bepaalt de modaliteiten voor de toegang tot de overeenkomstig de artikelen 661 en 662 te gebruiken databank.

Art. 649. § 1. Om in de hoedanigheid van externe EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw erkend te worden, dienen de in artikel 647, § 2 bedoelde kandidaten het formulier voor de aanvraag tot erkenning dat hun door het bestuur ter beschikking wordt gesteld, bij het bestuur in. Dit formulier bevat minstens :

- 1° de officiële identificatie van de rechtspersoon, een gecoördineerde versie van zijn statuten, de lijst van de bestuurders of zaakvoerders alsook het ondernemingsnummer;
- 2° de naam, het adres en de hoedanigheid van de contactpersoon;
- 3° een afschrift van het contract waarmee de rechtspersoon verbonden is aan de externe erkende EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw;
- 4° een afschrift van het erkenningsattest van de externe erkende EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw.

De Minister kan de vorm en de inhoud van het formulier voor de erkenningsaanvraag bedoeld in het eerste lid bepalen.

§ 2. Binnen tien dagen die volgen op de ontvangst van het dossier voor de aanvraag tot erkenning stuurt het bestuur een bericht van ontvangst naar de aanvrager.

Het bericht van ontvangst vermeldt :

- 1° de datum waarop de aanvraag ontvangen is;
- 2° de termijn waarin de beslissing genomen moet worden;
- 3° de beroepsmiddelen en de bevoegde instanties almede de na te leven vormen en termijnen;
- 4° het feit dat bij gebrek aan antwoord binnen de voorgeschreven termijn, de machtiging geacht wordt toegekend te zijn.

Binnen een termijn van veertig dagen na zending van het bericht van ontvangst deelt de Minister zijn beslissing aan de aanvrager.

In afwijking van het derde lid en als het dossier onvolledig is, stelt het Bestuur er de aanvrager zo snel mogelijk in kennis van. Deze kennisgeving vermeldt de ontbrekende stukken en verduidelijkt dat de in het derde lid bedoelde termijn bij de ontvangst van het geheel van de ontbrekende stukken begint te lopen.

Het ministerieel besluit tot toekenning van de erkenning vermeldt :

- 1° het erkenningsnummer;
- 2° de identificatie van de externe erkende EPB-certificeerder(s) voor openbare gebouwen die middels een contract aan de rechtspersoon verbonden is(zijn).

Zijn kennisgeving bepaalt de modaliteiten voor de toegang tot de overeenkomstig de artikelen 661 en 662 te gebruiken databank.

Art. 650. De lijst van de erkende EPB-certificeerders voor openbare gebouwen wordt door het bestuur bekendgemaakt en bijgehouden.

Art. 651. De erkenning begint te lopen te rekenen van de datum van ondertekening van het erkenningsbesluit.

Wanneer de certificeerder de erkenningsvoorwaarden niet meer vervult, vervalt zijn erkenning automatisch.

Onderafdeling 2. — De opleiding van de EPB-certificeerders voor openbare gebouwen

Art. 652. De opleidingen en de examens van de kandidaat-EPB-certificeerders voor een openbaar gebouw worden door erkende opleidingscentra georganiseerd.

De erkende centra gebruiken de opleidingsdragers die de Minister hun ter beschikking stelt.

Art. 653. § 1. De opleiding bevat minstens :

- 1° een luik over het vigerende regelgevend verband inzake de certificering van de openbare gebouwen alsmede een informatie over de bijzonderheden van de certificering;
- 2° een luik betreffende het protocol voor de verzameling van de gegevens die met het oog op de opmaking van het attest gebruikt moeten worden;
- 3° een luik over het gebruik van de software dat minstens een praktisch voorbeeld bevat van alle fasen die nodig zijn voor de opmaking van een attest;
- 4° een luik over de werking van de databank.

§ 2. Het examen heeft betrekking op de in het eerste lid bedoelde theoretische en praktische aspecten en bestaat erin het bewijs van de kennis van het gebruik van het protocol voor de verzameling van de gegevens en van de software te leveren.

Een cijfer van gemiddeld minstens 12/20 of hoger moet gehaald worden om voor het examen te slagen.

Art. 654. Het erkende opleidingscentrum deelt het bestuur de voor de cursussen en examens voorziene data minstens vijftien dagen vóór het begin ervan mee.

Het bestuur kan de opleidingen en de examens bijwonen.

Art. 655. Het erkende opleidingscentrum maakt binnen vijftien dagen na het examen een attest van succesvolle opleiding over aan de kandidaten die het geheel van de opleiding hebben gevolgd en een globaal cijfer van minstens 12/20 hebben gehaald.

Dit attest wordt door de verantwoordelijke(n) voor het erkende opleidingscentrum ondertekend.

Om de kosten te dekken voortvloeiend uit de organisatie van de opleidingen en de examens, mag het erkende opleidingscentrum een inschrijvingsrecht van de kandidaten innen.

De Minister kan het maximumbedrag van het inschrijvingsrecht vastleggen.

Onderafdeling 3. — De erkenning van de opleidingscentra

Art. 656. Om erkend te worden, moet het opleidingscentrum de volgende voorwaarden vervullen :

1° in staat zijn om de opleidingen en examens te organiseren;

2° in staat zijn om de doorlopende opleidingen te organiseren;

3° over onderwijzend personeel beschikken dat tegelijkertijd houder is van één van de erkenningen bedoeld in artikel 647, § 1, 1°, sinds minstens twee jaar, en van een erkenning als externe EPB certificeerder voor een openbaar gebouw sinds één jaar;

4° over de technische uitrustingen beschikken die nodig zijn voor het goede verloop van de opleidingen en van de examens, met name doeltreffend informaticamaterieel in voldoende aantal.

De Minister bepaalt de praktische modaliteiten voor de organisatie van de opleidingen en examens bedoeld in de artikelen 652 tot 655.

Art. 657. § 1. De erkenningsaanvraag wordt per brief ingediend of tegen ontvangstbewijs aan het bestuur overgemaakt door middel van het formulier dat door het bestuur ter beschikking wordt gesteld.

De Minister kan de vorm en de inhoud van het formulier voor de erkenningsaanvraag bepalen.

§ 2. Het bestuur bericht ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen na ontvangst ervan.

Het bericht van ontvangst vermeldt :

1° de datum waarop de aanvraag ontvangen is;

2° de termijn waarin de beslissing genomen moet worden;

3° de beroepsmiddelen en de bevoegde instanties almede de na te leven vormen en termijnen;

4° het feit dat bij gebrek aan antwoord binnen de voorgeschreven termijn, de machtiging geacht wordt toegekend te zijn.

Binnen een termijn van veertig dagen na zending van het bericht van ontvangst deelt de Minister zijn beslissing aan de aanvrager.

In afwijking van het derde lid en als het dossier onvolledig is, stelt het Bestuur er de aanvrager zo snel mogelijk in kennis van. Deze kennisgeving vermeldt de ontbrekende stukken en verduidelijkt dat de in het derde lid bedoelde termijn bij de ontvangst van het geheel van de ontbrekende stukken begint te lopen.

Het ministerieel besluit tot toekenning van de erkenning vermeldt het erkenningsnummer.

De lijst van de erkende opleidingscentra wordt door het bestuur bekendgemaakt en bijgehouden.

Art. 658. De erkenning begint te lopen te rekenen van de datum van ondertekening van het erkenningsbesluit.

Art. 659. § 1. Wanneer een opleidingscentrum zijn verplichtingen verzuimt of de erkenningsvoorwaarden niet meer vervult, kan de Minister zijn erkenning opschorten of intrekken.

§ 2. Wanneer de Minister het voornemen heeft om de erkenning op te schorten of in te trekken, licht hij daar het betrokken opleidingscentrum per aangetekend schrijven over in.

Die zending vermeldt de vastgestelde tekortkomingen, de eventueel overwogen sanctie, de datum van het verhoor waarop het opleidingscentrum erom verzocht wordt zijn opmerkingen in te dienen, samen, in voorkomend geval, met zijn advocaat, en de wijze waarop het centrum het volledige dossier betreffende de ten laste gelegde tekortkomingen kan raadplegen.

Er wordt een proces-verbaal van het verhoor opgemaakt. Het opleidingscentrum wordt binnen twintig dagen na het verhoor in kennis gesteld van dat proces-verbaal.

De Minister stuurt zijn beslissing aan het opleidingscentrum binnen een termijn van veertig dagen na het verhoor.

Art. 660. Het erkende centrum deelt onverwijld elke desbetreffende wijziging die een gevolg kan hebben op zijn erkenning, aan het bestuur mede.

Onderafdeling 4. — De opdrachten van de erkende EPB-certificeerders voor openbare gebouwen

Art. 661. In de uitoefening van hun functies verzamelen en behandelen de erkende EPB-certificeerders voor openbare gebouwen de gegevens die nodig zijn voor de toepassing van de software volgens het door het bestuur opgemaakte protocol dat hun gratis ter beschikking wordt gesteld.

Ze gebruiken de laatste versie van de berekeningsoftware en van het protocol, die hun ter beschikking worden gesteld.

Tijdens één jaar bewaren ze alle elementen die voor het opmaken van het attest gediend hebben.

Art. 662. De erkende EPB-certificeerders voor openbare gebouwen maken een afschrift van elk attest dat ze opmaken, onder elektronisch formaat aan het bestuur over. Die zending moet voorafgaan aan de overmaking aan de openbare overheid, de openbare dienst of de gemeenschappelijke voorziening bedoeld in artikel 237/28, § 2, en aan de eigenaar van het papieren attest.

De erkende EPB-certificeerders voor openbare gebouwen maken een papieren versie van het attest zoals het geproduceerd wordt door de software, over aan de openbare overheid, de openbare dienst of de gemeenschappelijke voorziening bedoeld in artikel 237/28, § 2, en aan de eigenaar binnen een termijn van dertig dagen na de verzending aan het bestuur.

De eigenaar en de openbare overheid, de openbare dienst of de gemeenschappelijke voorziening bedoeld in artikel 237/28, § 2, zorgen ervoor dat de erkende EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw toegang heeft tot het gebouw en tot de meters van de energieconsumptie en delen hem alle inlichtingen mede die nodig zijn voor de uitvoering van zijn opdracht, met inbegrip van de gegevens betreffende de energieconsumptie waarover hij beschikt.

Art. 663. De erkende EPB-certificeerders voor openbare gebouwen volgen de zittingen van doorlopende opleiding die door de erkende centra georganiseerd worden.

Art. 664. De erkende EPB-certificeerders voor openbare gebouwen oefenen hun opdracht volledig onafhankelijk uit.

Art. 665. De erkende EPB-certificeerders voor openbare gebouwen delen onverwijld elke wijziging van één van de in artikel 647 bedoelde voorwaarden of van de gegevens vermeld in het formulier respectievelijk bedoeld in de artikel 648 of 649 aan het bestuur mede.

Onderafdeling 5. — De sancties die toepasselijk zijn op de erkende EPB-certificeerders voor openbare gebouwen

Art. 666. § 1. Wanneer een erkende EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw zijn verplichtingen verzuimt, kan de Minister hem bestraffen.

De bedoelde tekortkomingen zijn :

1° de slechte kwaliteit van de attesten veroorzaakt met name door tekortkomingen op het gebied van de kwaliteit en de volledigheid van de vastgestelde gegevens of van de resultaten;

2° de tekortkomingen betreffende de in de artikelen 661 tot 665 bedoelde verplichtingen.

De eerste keer dat een tekortkoming wordt vastgesteld, kan de Minister de erkende EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw bestraffen door hem een aanmaning te richting en hem gelasten zich aan te passen aan de eisen van dit hoofdstuk en eventueel aan een opleiding deel te nemen.

Als de erkende EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw weigert zich aan te passen aan de eisen van dit hoofdstuk of aan een opleiding deel te nemen of indien nieuwe tekortkomingen worden vastgesteld, kan de Minister de erkenning intrekken.

Art. 667. Wanneer de Minister het voornemen heeft om een erkende EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw te bestraffen, licht hij hem per aangetekend schrijven daarover voor.

Die zending vermeldt de vastgestelde tekortkomingen, de eventueel overwogen sanctie, de datum waarop de erkende EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw erom verzocht wordt zijn opmerkingen in te dienen, samen, in voorkomend geval, met zijn advocaat, en de wijze waarop de erkende EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw het volledige dossier betreffende de ten laste gelegde tekortkomingen kan raadplegen.

Er wordt een proces-verbaal van het verhoor opgemaakt. De erkende EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw wordt binnen twintig dagen na het verhoor in kennis gesteld van dat proces-verbaal.

De Minister stuurt zijn beslissing aan de erkende EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw binnen een termijn van veertig dagen na het verhoor.

Art. 668. Wanneer zijn erkenning wordt ingetrokken, verwittigt de erkende EPB-certificeerder voor een openbaar gebouw onverwijld alle eigenaren, openbare overheden, openbare diensten of gemeenschappelijke voorzieningen bedoeld in artikel 237/28, § 2 met wie contracten met het oog op de opmaking van een attest uitgevoerd worden."

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepalingen.*

Art. 3. Artikel 656, 3°, is uiterlijk één jaar nadat het eerste opleidingscentrum erkend is, van toepassing; het onderwijzend personeel wordt ondertussen geput uit de reserve opgebouwd door de Minister.

Art. 4. Voor wat betreft de attesten bedoeld in artikel 237/28, § 2, treedt Titel V van Boek IV, subartikel 10, van het kaderdecreet van 19 april 2007 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie in werking de dag waarop dit besluit in werking treedt.

Art. 5. In afwijking van artikel 643, subartikel 2 van dit besluit, moet de verplichting tot aanplakking voor de in artikel 237/28, § 2, bedoelde gebouwen die op de inwerkingdatum van dit besluit reeds bewoond zijn, uiterlijk 15 maanden na de terbeschikkingstelling van het model van EPB-attest voor een openbaar gebouw plaatsvinden.

Art. 6. De Minister bevoegd voor Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 november 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET